

Face au sida, le respect des personnes

Avec quels principes éthiques réfléchir la lutte contre le sida ? Selon Lucien Sève, le respect des personnes et le refus de l'indifférence aux autres sont des conditions de l'efficacité des campagnes de prévention, entre autres.

VOUS ÊTES MEMBRE DU COMITÉ CONSULTATIF NATIONAL D'ÉTHIQUE (CCNE). QUELS SONT VOS THÈMES DE RÉFLEXION PRIVILÉGIÉS ?

Lucien SEVE : On ne peut pas dire que le Comité privilégie certains thèmes. La soixantaine d'avis qu'il a rendus publics depuis sa création en 1983 concernent les sujets les plus divers. Mais, selon les moments, les questions qu'on lui pose, et que la société elle-même se pose, tendent à refléter des préoccupations dominantes. Au milieu des années quatre-vingt, c'étaient surtout les procréations médicalement assistées ; depuis le tournant des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, les problèmes posés par la recherche génétique. Cette focalisation relative, due aux circonstances, n'a jamais empêché pourtant le Comité d'être saisi, et de se saisir lui-même, de bien d'autres questions - par

exemple, dans la dernière période, celles des toxicomanies, de l'information biologique et médicale ou de la médecine dite prédictive. Personnellement, j'ai donc été amené à réfléchir sur cette grande variété de sujets, en particulier sous l'angle philosophique, c'est-à-dire en cherchant à tirer plus au clair dans ma perspective des concepts fondamentaux comme ceux de personne ou de respect, et sous l'angle économique-politique, celui notamment des questions d'argent.

LE SIDA EST-IL UN SUJET QUE VOUS ABORDEZ DANS LE CADRE DU CCNE ?

L. S. : Oui. Le Comité a en particulier produit en décembre 1988 un long rapport et un avis très détaillé sur les problèmes éthiques posés par la lutte contre la diffusion de l'infection par le VIH, avis qu'il a confirmé et précisé en janvier 1992.



Photo: J.-P. Luminier

A L'OCCASION D'ÉVÉNEMENTS PONCTUELS, COMME LA DÉCOUVERTE DE LA SÉROPOSITIVITÉ D'UN BOXEUR ANGLAIS RÉCEMMENT, LE DÉBAT SUR LE DÉPISTAGE OBLIGATOIRE DU VIH A ÉTÉ RELANÇÉ. QU'EN PENSEZ-VOUS ?

L. S. : Je partage sans réserve l'opinion du Comité, qui est résolument opposé à toute obligation de dépistage, fût-ce par exemple pour les femmes enceintes ou les appelés du contingent - la seule exception, qui va de soi et n'est d'ailleurs mise en cause par personne, concerne le don de sang, d'organes ou de sperme. Cette opposition est de principe : le dépistage du VIH porte atteinte à l'intégrité corporelle du sujet, et l'éventuelle révélation d'une séropositivité constitue pour lui une épreuve majeure. Il serait donc éthiquement inadmissible de procéder



occasionnée uniquement par des comportements à risque. Dans le cas d'une maladie contagieuse, qui se diffuse en l'absence de tout comportement évitable des personnes contaminées, les impératifs de santé publique peuvent exiger des mesures contraignantes, qu'on a cependant intérêt à toujours bien expliquer, comme la mise en quarantaine. Mais dans le cas de l'infection par le VIH, aucune politique de caractère ségrégatif n'a de justification sanitaire ni par suite de légitimité éthique. Une récente enquête d'opinion a montré que l'idée du dépistage obligatoire est en train de gagner du terrain en France. C'est très préoccupant. Et c'est la preuve que le fond de la question est encore loin d'avoir été rendu assez clair au grand public. Il importe donc grandement de repenser les campagnes d'information. C'est important non pas pour les seuls séropositifs mais pour tout le monde, car il y va, au fond, de quelque chose qui touche à la démocratie elle-même.

**LES DEUX CATÉGORIES
LES PLUS TOUCHÉES PAR LE VIH
- TOXICOMANES, HOMOSEXUELS -
SONT DES CATÉGORIES
SOCIALEMENT RÉPROUVÉES.
D'UN AUTRE CÔTÉ, LE SIDA
TOUCHE D'ABORD
LES PLUS PAUVRES, AU NIVEAU
MONDIAL COMME EN FRANCE.
COMMENT ARTICULER
CES DEUX DIMENSIONS
DANS L'ANALYSE ?**

L. S. : Les deux faits ne se recouvrent certes pas entièrement, mais pour le moins ils se recourent. La question du sida est un révélateur extrêmement pointu de la nature profonde des rapports sociaux et des relations humaines dans une société donnée. Dans un article intitulé "La discrimination sociale rend vulnérable au sida" (*Journal international de médecine*, n°279, 9 juin 1993), Jonathan Mann écrit que "la vulnérabilité des femmes est directement liée à leur inégalité par rapport aux hommes et au manque de respect de leurs droits". Je pense que la remarque est généralisable. Ainsi ceux qui préconisent des mesures discriminatoires à l'égard des séropositifs et des sidéens ne font-ils, en toute inconscience consternante, que chercher le remède dans le genre de situation où le mal prend sa source.

à un dépistage sans le consentement libre et éclairé des personnes. Trop de gens croient encore que la gravité de la pandémie requiert l'obligation du dépistage, supposée par eux plus efficace que l'effort systématique d'information et de responsabilisation. C'est une erreur profonde. L'expérience montre - par exemple dans le cas des femmes enceintes - que, lorsque le dépistage est systématiquement proposé de manière argumentée, il est librement accepté dans la quasi-totalité des cas, tandis que des mesures d'obligation tendent toujours plus ou moins à dégénérer en routine administrative à laquelle beaucoup cherchent et parviennent à se soustraire.

**A PROPOS DU DÉPISTAGE,
MAIS AUSSI SUR D'AUTRES
THÈMES COMME
LA PRÉVENTION OU LA "LUTTE
CONTRE LES TOXICOMANES,**

**DEUX LOGIQUES SEMBLENT
S'AFFRONTER :
LA RESPONSABILISATION,
FONDÉE SUR LA DÉMARCHÉ
VOLONTAIRE DES PERSONNES
ET L'INJONCTION, COMME
SYSTÈME DE CONTRAINTE.
FAUT-IL CHOISIR ?
POUR VOUS, LA VOIE
DE L'INCITATION
EST-ELLE UNE VOIE MÉDIANE ?**

L. S. : L'incitation, qui suppose une explication poussée et motivante, fait à mon sens partie d'une véritable responsabilisation. Et elle est aux antipodes de la contrainte, qui démotive en même temps qu'elle déresponsabilise, on ne le répétera jamais assez. Ce que beaucoup de gens n'ont probablement pas encore assimilé, c'est la grande différence qui existe entre une maladie contagieuse et une maladie transmissible, mais non contagieuse, comme l'infection par le VIH, qui est

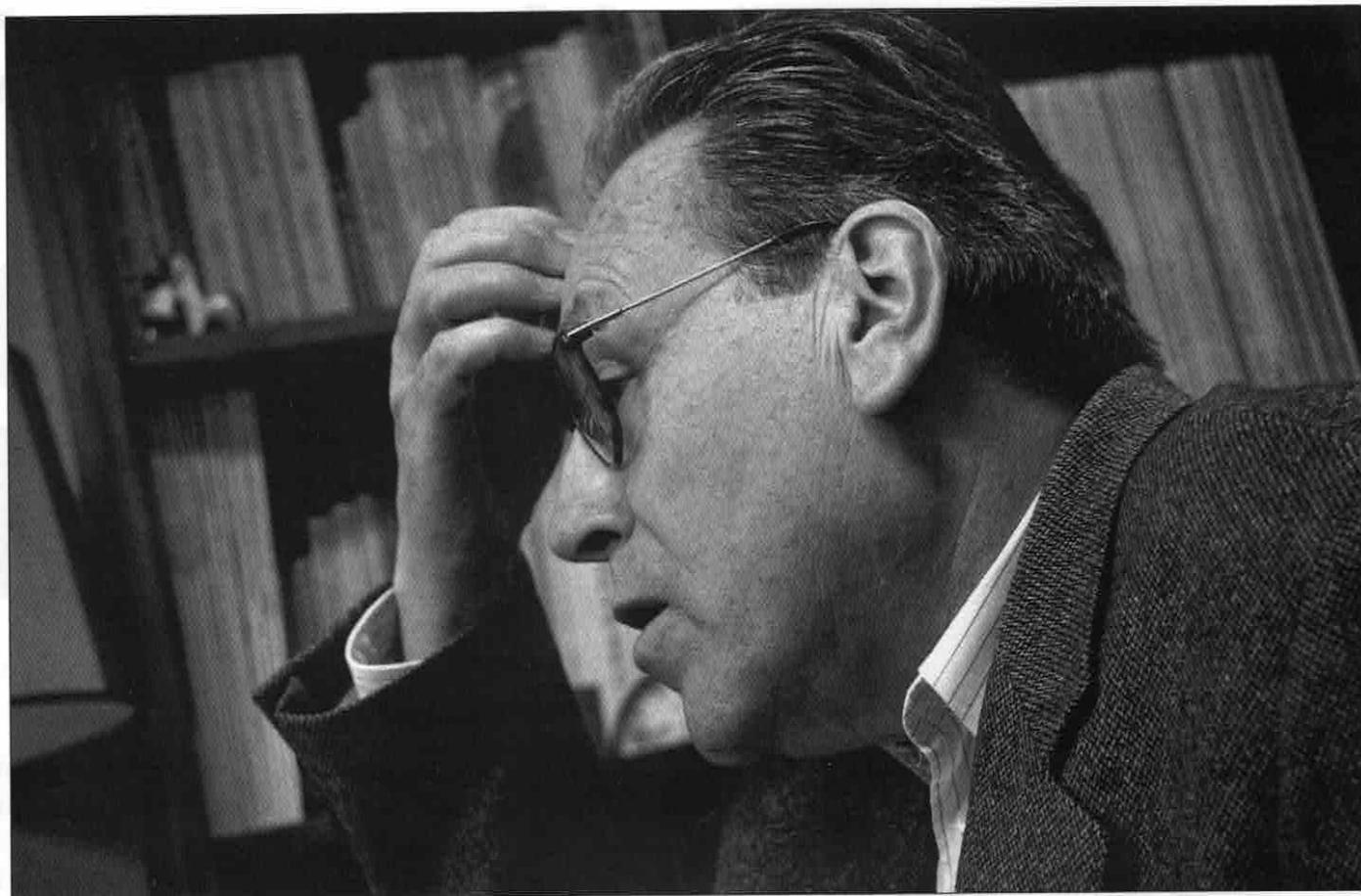


Photo: José Lammien

«Toutes les grandes questions de notre époque (...) me paraissent rendre éclatant le caractère insoutenable d'une liberté sans responsabilité.»

JUSQU'ICI, LE SYSTÈME DE PRÉVENTION DES TOXICOMANIES ÉTAIT GLOBALEMENT FONDÉ SUR L'ABSTINENCE. L'AMPLEUR DE L'ÉPIDÉMIE PARMIS LES PERSONNES TOXICOMANES PAR INTRAVEINEUSE EST VENU BOULEVERSER LA DONNE. QUE PENSEZ-VOUS DES PROGRAMMES DE SUBSTITUTION ?

L. S. : Je vous renvoie sur ce point au rapport et à l'avis que le CCNE a rendus publics il y a un peu plus d'un an sur les toxicomanies. Pour autant

qu'il soit possible de résumer à l'extrême un problème aussi complexe, je dirais que les programmes de substitution ne sont pas une panacée en eux-mêmes, mais qu'ils peuvent être très positifs s'ils prennent intelligemment place dans toute une démarche dont la visée est d'aider les toxicomanes à sortir du ghetto social, psychique et moral où ils sont le plus souvent enfermés, pour reprendre la maîtrise de leur propre vie vécue par eux comme plus solidaire.

LES APPROCHES TRADITIONNELLES DE LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE

Lucien Sève est membre actif du Comité consultatif national d'éthique. Il en a rédigé le rapport *Recherche biomédicale et respect de la personne humaine* (Documentation française, 1988). Agrégé de philosophie, il est auteur de nombreuses contributions aux recherches marxistes. Il a notamment publié *Une introduction à la philosophie marxiste* (Éditions sociales, 1980), *Structuralisme et dialectique* (Éditions sociales, 1984), "Marx et le libre développement de l'individualité", dans *Droit et liberté selon Marx* (P.U.F, 1986), *Communisme: quel second souffle?* (Éditions Sociales, 1990). Lucien Sève est l'auteur de *Pour une critique de la raison bioéthique* (Odile Jacob, 1994). Il s'agit d'une contribution importante à la réflexion sur les concepts de personne et de respect, sur "la querelle du progrès" et "les questions d'argent".

ET DE LA RESPONSABILITÉ COLLECTIVE ONT SOUVENT EU TENDANCE À LES OPPOSER. DE CE POINT DE VUE, LE SIDA SEMBLE CHAHUTER LES CLIVAGES IDÉOLOGIQUES TRADITIONNELS. COMMENT RECONSIDÉRER CES NOTIONS DE LIBERTÉ ET DE RESPONSABILITÉ ?

L. S. : Toutes les grandes questions de notre époque - économiques, politiques, écologiques, anthropologiques... - me paraissent rendre éclatant le caractère insoutenable d'une liberté sans responsabilité. Même l'individu égoïste du libéralisme pur et dur ne saurait être authentiquement libre si les autres se comportent à son égard de manière irresponsable. La croissante complexité enchevêtrée des interdépendances individuelles et collectives dans l'espace et le temps fait qu'on ne peut plus défendre aujourd'hui de façon plausible une liberté insouciant des autres et du monde. Etre humainement libre, c'est se conduire personnellement en sociétaire du genre humain présent et futur. C'est ce que Marx avait en vue, il me semble, lorsqu'il écrivait que le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous.

BEAUCOUP S'ACCORDENT POUR ESTIMER QU'AUTOUR DE CERTAINES GRANDES QUESTIONS SOCIALES VONT SE DÉTERMINER LES RECOMPOSITIONS POLITIQUES À VENIR. D'AUTRE PART, VOUS CONSTATEZ UN MANQUE DE TRAVAIL DE FOND DE CEUX QUI PRÉTENDENT CHERCHER UN NOUVEAU PROJET DE SOCIÉTÉ. COMMENT EXPLIQUEZ-VOUS CE DÉCALAGE ?

L. S. : Les moyens de l'humanité atteignent aujourd'hui un tel niveau de puissance dans tous les domaines que partout se pose en termes neufs la question de ses fins. Quelle humanité voulons-nous ? Face à ce gigantesque problème de civilisation, la politique reste encore pour l'essentiel une lutte sans grandeur pour le pouvoir en soi. Cette carence

tragique de contenu est à mon sens le secret de la crise de ses formes. D'où le divorce si manifeste - la grande grève de décembre l'a une nouvelle fois rendu évident - entre forces sociales obscurément en quête d'une autre façon de vivre et formations politiques en mal de vrai renouvellement. Le risque est grand qu'un tel clivage aille au pourrissement.

Aussi m'apparaissent à encourager tous les efforts tendant à faire de la politique avec de nouveaux contenus, en lui inventant pour cela de nouvelles formes appropriées. C'est en tout cas le sens que je donne, pour ma part, au projet d'une "refondation communiste".

Entretien conçu par Gilles Alfonsi et Jean-Jacques Boujot

«Les moyens de l'humanité atteignent aujourd'hui un tel niveau de puissance dans tous les domaines que partout se pose en termes neufs la question de ses fins. Quelle humanité voulons-nous ?»

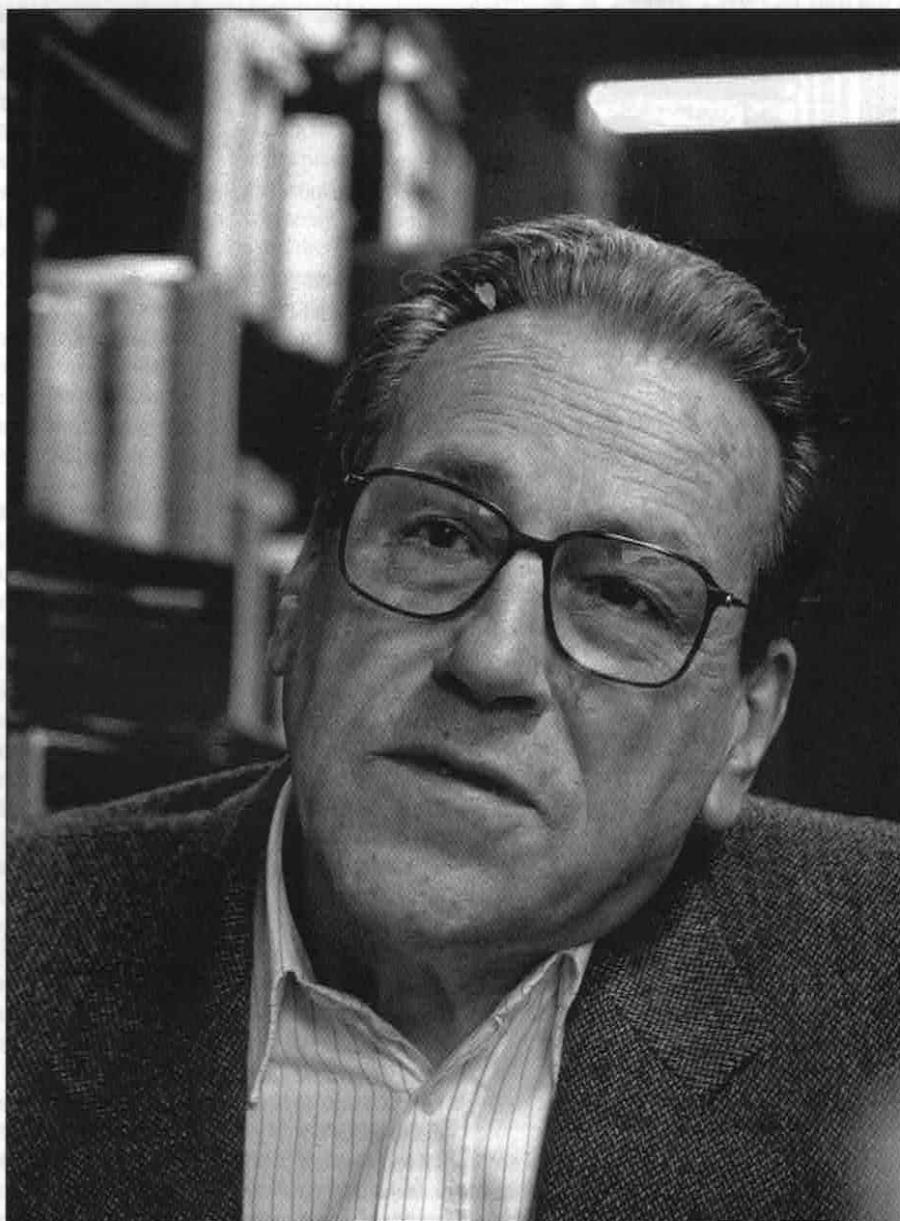


Photo Joel Lammica